

BOURDON & FORESTIER

156 RUE DE RIVOLI – 75001 PARIS

WILLIAM BOURDON
LEA FORESTIER
AVOCATS ASSOCIES

SANDRINE RICHER
APOLLINE CAGNAT
AMELIE LEFEBVRE
LAURA MONNIER
BERTRAND REPOLT
AVOCATS AU BARREAU DE PARIS

TEL 01 42 60 32 60

FAX 01 42 60 19 43
01 42 60 25 17
PALAIS R 143

contact@bvb-avocats.com

A l'attention de :

L'ensemble des membres du Conseil
d'administration de l'Office Européen des
Brevets

Lettre adressée par email

Paris, le 20 juin 2014

Aff : Conflit social à l'Office Européen des Brevets

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil d'administration,

Nous avons l'honneur de vous écrire en qualité de Conseils de l'Union syndicale de l'Office Européen des Brevets (OEB), ci-après dénommée USOEB.

Notre cliente nous a saisi, chacun dans nos pays respectifs (France, Espagne, Pays Bas, Allemagne), pour étudier les conséquences juridiques et, le cas échéant, judiciaires, qui pourraient être tirées d'un certain nombre de décisions qui ont été prises par le Conseil d'Administration dont vous faites partie, décisions dont nous considérons qu'elles ont participé, avec d'autres facteurs, à la détérioration grave du climat social au sein de l'OEB, que chacun constate depuis de nombreux mois et qui a été causée par la restriction des droits du personnel de la CEO susceptible d'affecter leur droit de grève et leur liberté d'adhérer à un syndicat.

Une fracture s'est créée entre la vaste majorité du personnel de l'OEB et son Président en raison notamment de la contestation née d'un certain nombre de dispositions qu'il a prises depuis fin 2012. Certaines d'entre elles, ont conduit à une détérioration significative, notamment mais pas uniquement, du droit de grève (en juin 2013) et ce, selon nous, au mépris de différents principes internationaux qui ont vocation à s'appliquer à l'ensemble des organisations internationales trouvant leur siège en Europe. Il doit être noté que de telles législations ne seraient pas votées par les parlements des Etats contractants.

Nous relevons par exemple que lors de la réunion du Conseil d'administration du mois de mars dernier, une nouvelle législation dénommée « démocratie sociale » a été votée, qui remet en cause sérieusement la participation du personnel aux organes statutaires de l'OEB et empêche notamment le Comité du personnel de nommer les experts de son choix.

Nous observons également que la communication syndicale est sérieusement entravée, que des procédures disciplinaires conduisant à des sanctions que nous considérons globalement comme iniques, ont été infligées à une douzaine de représentants syndicaux et/ou du personnel.

Ces dernières années, deux cas de suicide ont été enregistrés, dont le plus récent en juillet 2013 sur le lieu du travail et pendant les heures de travail. Aucune enquête digne de ce nom n'a été initiée là où, dans n'importe quelle entreprise européenne, qu'elle soit de droit public ou de droit privé, elle serait intervenue immédiatement en association avec les représentants du personnel.

Différentes initiatives ont été prises aux fins de dénoncer le climat social délétère actuel auprès notamment des ambassadeurs où sont situées les agences de l'OEB (Allemagne, Pays-Bas). Différents parlementaires de plusieurs pays ont fait part à plusieurs reprises de leur émotion et de leur préoccupation face à cette situation pour le moins troublée.

Nous savons que votre Conseil d'administration doit se réunir les 25 et 26 juin prochain pour examiner la reconduction du mandat du Président et c'est dans cet esprit que nous voulons, avec solennité, attirer votre attention sur le fait que la détérioration de ce climat, le sentiment croissant de défiance et d'exaspération, peuvent et doivent être mis en lien directement avec différentes mesures validées par le Conseil d'administration. Certains d'entre vous ont, par leur vote, octroyé au Président de l'OEB des pouvoirs tout à fait exceptionnels qui sont en contradiction avec les standards les plus élémentaires en matière de bonne gouvernance.

Cela a permis au Président de l'OEB d'agir de manière tout à fait personnelle, l'autorisant à prendre seul des décisions qui sont à l'origine de la détérioration du climat social, et sans que ces décisions aient été soumises ou conditionnées à un débat collégial qui est pourtant le cœur même de ce qui fonde l'identité, la légalité et la crédibilité d'un Conseil d'administration.

Certes, des avis consultatifs ont été sollicités ici ou là pour la forme, mais ceci n'efface pas un seul instant les conclusions que notre cliente nous a demandé de partager avec vous et dont nous considérons qu'elles doivent vous inviter à faire preuve de la plus grande vigilance de sorte que ne se pérennise pas le système mis en place qui a conduit à une hyper-présidentialisation de l'OEB et en miroir, à la disparition des prérogatives du Conseil d'administration. Enfin il est surprenant d'observer que la conférence des Ministres des Etats contractants prévue à l'article 4bis de la Convention sur le Brevet Européen n'est toujours pas programmée, alors qu'elle aurait dû avoir lieu depuis plusieurs années.

Il appartient à chacun d'entre vous, en responsabilité et en conscience, mesurant les effets dévastateurs de certaines des mesures ratifiées, de prendre toutes initiatives aux fins que soient rétablies vos prérogatives, condition d'un retour vers une meilleure gouvernance, elle-même condition indispensable à l'établissement d'une nouvelle dynamique de confiance, ou du moins de dialogue.

Nous vous remercions par avance de votre attention et de la réponse que vous entendrez faire à la présente.

Bien entendu, copie de la présente est adressée à l'ensemble des membres du Conseil d'administration, à son Président ainsi qu'au Président de l'OEB et à l'ensemble des ministres de tutelle de chacun des membres du Conseil d'administration.

Veillez agréer, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil d'administration, l'expression de nos sincères salutations.



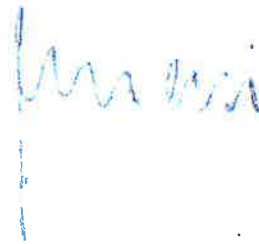
William BOURDON
Avocat au barreau de Paris
Bourdon & Forestier



Prof. Liesbeth ZEGVELD
Avocat au barreau d'Amsterdam
Prakken d'Oliveira



Javier LEDESMA
Avocat au Barreau de Madrid
Ledesma y Asociados



Alexander HOLTZ
Avocat au barreau de Munich
HML

BOURDON & FORESTIER

156 RUE DE RIVOLI – 75001 PARIS

WILLIAM BOURDON
LEA FORESTIER
AVOCATS ASSOCIES

SANDRINE RICHER
APOLLINE CAGNAT
AMELIE LEFEBVRE
LAURA MONNIER
BERTRAND REPOLT
AVOCATS AU BARREAU DE PARIS

TEL 01 42 60 32 60

FAX 01 42 60 19 43
01 42 60 25 17
PALAIS R 143

contact@bvb-avocats.com

Attention :

**Members of the Administrative Council of the
European Patent Office**

By email

Paris, 20 June 2014

Re: Social conflict at the European Patent Office

Ladies and Gentlemen,

We have the honour of writing to you in the capacity of Counsels to the Staff Union of the European Patent Office (EPO), designated hereinafter as SUEPO.

Our client has instructed us, in each of our respective countries (France, Spain, the Netherlands, Germany) to analyze the legal consequences, and, if applicable, the judicial consequences, which may be incurred by a number of decisions which have been taken by the Administrative Council of which you are part, decisions which we consider have contributed, among other factors, to the serious deterioration in the social climate within the EPO, observed by all concerned over a considerable number of months, which has been caused by the restriction of the Trade Union rights of OEB personnel that may affect their right to strike and their freedom to join a Union..

A rift has been created between a great majority of the personnel of the EPO and the President, due in particular to the contention incurred by a number of policies he has imposed since the end of 2012. Some of these have led to a very significant restriction, in particular but not solely, of the right to strike (in June 2013), which in our view is in contempt of a number of international principles that are intended to apply to all international organizations with headquarters in Europe. It should be stressed that these policies would not be supported by the Parliaments of the Members States.

We recall, for example, that during the meeting of the Administrative Council last March a policy referred to as "social democracy" was voted in, which seriously prejudices the participation of the personnel in the statutory bodies of the EPO and, in particular, prevents the Personnel Committee from appointing the experts of their choice.

We observe likewise that Union communications are being obstructed, that disciplinary procedures leading to sanctions which we consider to be iniquitous have been inflicted on some dozen Union representatives and/or members of the staff representation.

In the past few years, two cases of suicide have been recorded, the most recent being in July 2013 at the workplace and during working hours. No enquiry worthy of the name has been initiated whereas in a similar situation any company based in Europe, no matter whether under public or private law, would have immediately commissioned an independent one associating the staff representation.

The ambassadors of the EPO members states posted in the host states have been alerted to the deleterious social climate currently prevailing. A number of parliamentarians in several members states have made their feelings known and clearly voiced their concerns in the light of this situation which at the very least is disturbing.

We are aware that the Administrative Council of the EPO will meet on 25 and 26 June next in order to consider the renewal of the appointment of Mr Battistelli. We wish, to draw your attention to the fact that the deterioration in the social climate, the growing feeling of defiance and exasperation, can and must be seen as directly linked to the various policies which have been validated by the Administrative Council. A number of you have, by your vote, conferred on the President of the EPO some quite exceptional and uncontrolled powers, which are in contradiction to the most elementary standards of good governance.

This in turn has allowed the President of the EPO to act in an entirely personal manner, authorizing him to take decisions alone. His decisions are the cause of the deterioration in the social climate, and these decisions have not even been submitted to collegial discussion or comment, which should be at the very heart of what forms the identity, the legitimacy, and the credibility of an Administrative Council.

From time to time, some consultative opinions are requested for the sake of form, but this has not for a single moment affected the concerns which our client has instructed us to voice to you. Their concerns are such as to require you to exercise the greatest vigilance in ensuring that this system does not continue: a system in which the Presidency of the EPO no longer being answerable, and, reflecting this, the prerogatives of the Administrative Council are drained away. Furthermore we note that the long overdue Conference of Ministers foreseen in article 4a of the European Patent Convention is still not yet foreseen.

It is incumbent on every one of you, as a matter of responsibility and conscience, and taking account of the devastating effects of some of the reforms that have been ratified, to take steps to safeguard and restore your prerogatives. This is a precondition for a return to better governance, which is itself an essential condition in the establishment of new dynamism of confidence, or at least to the establishment of dialogue.

We wish to thank you in advance for your concern and for the response which you will make to this letter.

A copy of this letter has of course been sent to all members of the Administrative Council and its President, as well as to the President of the EPO and to all the supervising ministers of each of the members of the Administrative Council.

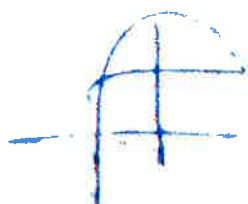
Yours faithfully,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of loops and a long tail stroke.

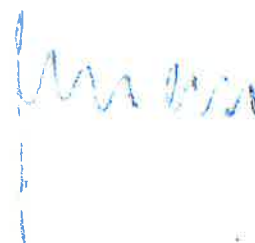
William BOURDON
Partner
Bourdon & Forestier Paris

A handwritten signature in blue ink, featuring a large, sweeping horizontal stroke at the top and a curved stroke below it.

Prof. Liesbeth ZEGVELD
Professor and Partner
Prakken d'Oliviera Amsterdam

A handwritten signature in blue ink, resembling a stylized 'JL' with a grid-like structure.

Javier LEDESMA
Partner
Ledesma y Asociados Madrid

A handwritten signature in blue ink, appearing as a series of connected loops and a vertical stroke on the left.

Alexander HOLTZ
Partner
HML Munich